

SAÏD SADI AUX MILITANTS ET SYMPATHISANTS DU RCD IMMIGRATION : «Deux conditions pour des élections démocratiques»

Pourquoi faut-il aller aux élections prochaines et à quelles conditions ? Avant de développer largement ces deux points et d'en débattre avec les militants et sympathisants du RCD immigration, Saïd Sadi a d'abord décrit, jeudi dernier à Paris, le climat politique et social national et les bouleversements du champ régional et international. Deux nouvelles donnes – interne et externe – qui imposent d'abord aux militants du RCD une communication de proximité auprès des citoyens pour battre en brèche le double discours développé aujourd'hui par le système pour se préserver et perdurer et ensuite des exigences claires pour toute élection démocratique : un cahier des charges et une surveillance internationale.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

L'Etat des lieux décrit par le docteur Sadi évoque un «désastre» qui s'est abattu sur le pays et menace l'Algérie dans «sa cohésion, sa stabilité et son intégrité». «Les citoyens sont aujourd'hui victimes d'un système qui a fait de la vie publique, une scène où tout ce qui est dit dans les institutions n'est qu'apparat pour ne pas dire apparence et l'essentiel est toujours fait et décidé derrière les rideaux». Cela n'est pas nouveau et depuis 1957 - «avec la mort de Abane, tué par les nôtres et Ben M'hidi par les Français ... l'Algérie n'a pu s'émanciper des forces occultes - MALG, puis sécurité militaire et aujourd'hui le DRS qui ont détourné l'essentiel des intelligences».

Corruption généralisée, provocation en Kabylie et manipulation de l'islamisme

Dans le système de répartition du pouvoir et son exercice qui exclut la citoyenneté et qui plonge le pays dans une espèce de tourmente, Saïd Sadi répertorie trois paramètres, mis en branle et vérifiables lors de toute crise et période critique : la corruption généralisée, la manipulation de l'islamisme tant à l'intérieur qu'à l'extérieur et les provocations et manipulations souvent criminelles en Kabylie pour faire diversion et «distraire l'opinion». Pour chacun de ces paramètres, le patron du RCD a successivement argumenté en rappelant les actions et mesures prises par le régime et avec moult détails. On vient, dit-il, de dilapider, entre janvier et juin 2011, pratiquement quatre fois le budget de l'Etat à travers des mécanismes que personne, même pas le Parlement, n'en connaît ni le mécanisme, ni l'origine, ni la structure qui gère ces dépenses. «On est en train d'utiliser le Trésor public comme les pompiers utilisent les lances à eau pour éteindre les foyers d'incendie.» En voulant calmer la situation, l'on est en train de mettre en place les conditions de l'embrassement social généralisé. Les augmentations de salaire octroyées portent sur des salaires non productifs et l'on sait, explique-t-il, que c'est là le meilleur moyen de nourrir l'inflation. On colmate des trous avec l'argent public et cette tendance à la corruption est en train d'être systématisée. L'essentiel est que «la bouche soit pleine pour éviter que la contestation ne s'exprime». Le budget 2012, a encore dit Sadi, est un «budget de guerre», une guerre contre l'ennemi interne, le citoyen en l'occurrence : la part dédiée à l'investissement n'était déjà pas énorme et vient d'être réduite de 29% ; le budget consacré à l'éducation, comparativement à ceux des pays qui se soucient de la formation de leur société, ne constitue que le douzième du budget de ces pays. Et dans le même temps, la part réservée à tout ce qui est du domaine répressif – armée, police, propagande du système – explose.

En Kabylie, la provocation fait partie inévitablement du «condiment de la recette du pouvoir». Tout est fait de telle sorte que vous ne puissiez pas contenir la colère de la population. Sur les dernier événements, Sadi dira que le pouvoir voulait faire un 2001 bis en «zoomant sur la Kabylie pour contrer ce qu'il appelle «l'ennemi intérieur» et préserver «l'unité nationale» et pendant ce temps, ils recomposent et rééquilibrent les clans. Son

plan, grâce à la mobilisation notamment des élus, a échoué.

Sur l'islamisme, toutes les fois que le pouvoir est sous pression, «il manipule le phénomène de telle sorte que le curseur soit à un niveau suffisamment élevé pour terroriser la société mais pas au point d'arriver à remettre en cause le système». Tous les réseaux de propagande du régime sont actuellement déployés pour dire attention, si jamais il y avait élections, ce sont les islamistes, comme en Tunisie, qui arriveraient au pouvoir. C'est proprement insensé, selon Sadi, et «je ne vois pas pourquoi ce qui s'est passé en Tunisie devrait effrayer le pouvoir algérien parce qu'un parti islamiste va figurer dans le gouvernement». Et de poursuivre : «Ça fait 20 ans qu'ils ont installé un parti islamiste au gouvernement. Ils devraient être contents que leur formule soit en train de faire des petits.» On est en plein dans le double discours et la manipulation. Le responsable d'Ennahda vient d'être reçu en grande pompe y compris par le chef de l'Etat, au mépris d'ailleurs du protocole en la matière. Le message est clair pour Sadi : la Tunisie est enfin sur la formule algérienne dans l'établissement d'une société islamoc-conservatrice. On est dans la manipulation permanente : d'un côté on crie au loup et de l'autre on déroule le tapis. Le même procédé est utilisé à l'échelle internationale. A cette cible, le pouvoir avertit que si jamais il s'effondrait, il allait y avoir une explosion générale et Aqmi risque de déstabiliser toute la région sahélo-saharienne, avec des contagions et les conséquences sur l'immigration clandestine sur toute l'Europe. C'est là, dit Sadi, «l'argument par lequel les services algériens essayent de pérenniser leur tutelle».

L'ouverture ? Un leurre pour gagner du temps et tromper à l'extérieur

Dans la situation actuelle, il ne faut pas trop attendre de lucidité ni de responsabilité de la part des dirigeants. Comme pour donner la preuve de son inaction et même plus de sa détermination à bloquer toute évolution, Saïd Sadi évoque les projets lancés pour faire taire l'opinion et décrit avec précision les contenus de ces leures qui ne constituent que l'expression de la paralysie, de la panique et de l'absence de projet et de perspective du pouvoir en place et «sont significantes d'une démarche contraire à l'ouverture qu'ils prônent pour gagner du temps et qu'ils essayent de vendre à la communauté internationale». Il suffit, pour ce faire, d'analyser les textes envoyés à l'Assemblée nationale. Le code communal, qui devait sortir le pays d'une centralisation sans pareille de toutes les décisions au niveau d'Alger, vient dans le projet soumis de réduire encore plus les prérogatives de l' élu. Même la tenue de la réunion du conseil communal est soumise à l'autorisation du wali. Le projet de statut de l'avocat n'est pas en reste et a même réussi à faire sortir la corporation dans la rue. Dans une de ses dispositions, le texte stipule que si le président de la cour estime que dans sa plaidoirie un avocat a utilisé un propos qui ne convient pas, il peut le disqualifier. Quant au texte devant régir l'audiovisuel, une phrase, mise en bas de page portant sur une structure composée pour moitié de journalistes et pour l'autre d'administratifs, chute par cette précision «ce sont en dernière instance les pouvoirs publics qui décideront».



Photo : Samir Sid

Officiellement, le FLN n'est pas un parti islamiste et c'est là toute l'ambiguïté

Dans la nouvelle loi sur les partis, il est suggéré la parité hommes/femmes. Or, de quoi s'agit-il ? s'interroge Sadi et de répondre : «On laisse en place le code de la famille – institué en 1984 par ce pouvoir, un code qui minore à vie la femme, qui la transforme en élément périphérique, marginal, sinon parasitaire de la société et on fait semblant de vouloir lui donner une visibilité dans les institutions. Qu'on enlève, tonne Sadi, «le code de la famille et vous verrez que la femme algérienne va se battre, apparaître et se mobiliser». Ce n'est pas le FIS, qui n'existait pas encore en 1984, qui a promulgué ce code de la famille, «la pire des catastrophes qu'ait connue l'Algérie indépendante, mais c'est le FLN. Dans la foulée, et comme autre «exploit» du FLN, l'éducation offerte «à l'extrémisme religieux» et dont les Algériens peuvent vérifier dans le contenu des programmes «le crime pédagogique». Le pire, dit-il encore, c'est qu'on «se paye encore du FLN, du Hamas et probablement du Djaballah qu'ils veulent apparemment récupérer et ils continuent à faire des concessions à une islamisation rampante, bien avancée, sans que les signes d'alerte de la société ne se mettent en mouvement parce qu'officiellement, le FLN n'est pas un parti islamiste» !

Nous sommes aujourd'hui dans cette situation «dominée par une pollution et la désinformation» et dans le même temps, dit-il, «le pouvoir délivre des messages à la communauté internationale pour dire qu'il vaut mieux nous tolérer parce qu'on a compris et qu'on va faire en sorte que...».

Que doit-on faire dans cette conjoncture ?

Miser sur la communication de proximité pour contrer les mensonges du régime

Saïd Sadi appelle à la prudence et à la vigilance : «Ce que l'on doit éviter à l'Algérie aujourd'hui, c'est de faire subir au pays l'erreur qui a été commise en 1988 où une ouverture politique biaisée et contrôlée et même médiatique a fini par donner un sursis à un régime qui a commis encore plus de dégâts.»

Tout porte à croire qu'ils essayent de rejouer ce scénario mais ils se trompent, expliquera-t-il. L'Algérie n'est plus celle de 1988 et sa jeunesse n'est plus la même aussi. Même s'ils acceptent l'argent qu'on leur donne pour

les faire taire «ils se sont exonérés du système politique et se sont libérés des mosquées et dédouanés de la tentation islamique». Aussi, préconise Sadi, il va falloir communiquer et communiquer encore pour expliquer à qui on a fait croire que les politiques sont tous pourris, que c'est une propagande du régime pour les tenir démobilisés et que tout n'est pas désespéré.

Il va falloir, explique l'orateur, que les militants s'investissent fortement dans une communication de proximité, au plus près des la population, dans les cafés, partout et qu'ils contrent le discours officiel distillé. C'est sur le terrain que ça va se jouer. «Il va falloir porter la parole d'une manière directe et comprise. Il y a donc un véritable travail de mobilisation militante sur le terrain, donner des éléments clairs au citoyen et lorsque c'est fait, ça paye».

Oui aux élections à condition d'un cahier des charges clair et d'une surveillance internationale

Si élection il y a, le RCD ne peut postuler à une élection véritablement démocratique qu'à la condition de la mise en place d'un cahier des charges clair. Il faudra être très intransigeant et ne il ne pourra postuler à cette élection que s'ils acceptent les termes et les délais de ce cahier des charges.

Et à ceux qui s'interrogent sur une participation qui verrait les islamistes concourir, Sadi répond que ne participeront que les partis ou indépendants qui s'engageraient à respecter scrupuleusement tous les termes de ce cahier des charges.

L'autre condition de participation du RCD aux élections est qu'elles soient organisées sous une surveillance internationale. Aujourd'hui, échaudée par l'expérience de 2004, l'Union européenne a officiellement dit que si elle n'était pas en mesure de faire une véritable observation telle qu'elle la pratique partout ailleurs, avec les structures qu'il faut et les délais qu'il faut, elle se refusera à servir d'appât. Pour l'instant, a encore dit Sadi, «le régime algérien semble disposé à accepter une surveillance sérieuse, parce qu'il y aurait un accord de principe avec la communauté internationale : voilà où en sont les choses, mais «toutes les procédures qui doivent accompagner une telle action ne sont pas encore prises».

K.-B. A.